

" Le joli mot de "gouvernance" n'est qu'un euphémisme pour désigner une forme dure de domination politique "



Dans une tribune (*Le Monde* du 26 octobre), Jürgen Habermas avait alerté l'opinion sur les risques que prenait l'Union européenne (UE) à s'engager dans une voie " *postdémocratique* " pour régler la question des dettes des pays de la zone euro. Dans un entretien exclusif, il revient sur la crise de légitimité démocratique de l'UE et les moyens de la résorber.

Pourquoi redoutez-vous qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy n'aient signé, le 27 octobre, un compromis au détriment de la légitimité démocratique ?

On vient de le voir à Cannes, les menaces qui pèsent sur l'euro contraignent Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, qu'ils le veuillent ou non, à oeuvrer ensemble. Mme Merkel, elle-même, a fini par se rendre compte que l'union monétaire européenne ne disposait pas d'un contrôle supranational à sa mesure. Une politique commune doit permettre une meilleure coordination et, dans le même temps, contribuer à surmonter les déséquilibres qui s'instaurent entre des économies nationales qui, emportées par leur propre dérive, tendent à s'éloigner les unes des autres.

Mme Merkel et M. Sarkozy n'ont jusqu'ici exprimé sur l'avenir de l'Union que des idées bien vagues, qui de surcroît ne coïncident guère. Mais, du moins, vont-ils dans le sens d'une collaboration intergouvernementale renforcée. Le Conseil européen doit s'employer à la mettre en place. C'est un changement en apparence minimal, qui ménage les gouvernements nationaux. Le problème est que cela devrait se traduire par une perte progressive de contrôle des Parlements nationaux sur les lois de finances. Il y a donc là quelque chose d'insidieux, car cette réforme asphyxierait petit à petit le poumon de la démocratie à l'échelle nationale, sans que cette perte soit compensée au niveau européen.

Après l'annonce du retrait du référendum grec, craignez-vous encore plus que l'Europe n'entre dans une ère post-démocratique ?

J'ai trouvé intéressant l'instant d'effroi produit au sein de l'élite politique par l'annonce du référendum grec. Car la crainte réveillée brutalement par la décision soudaine de Georges Papandréou fut celle de voir un peuple, auquel on avait imposé une cure problématique, entrer en résistance.

C'est en effet une cure doublement problématique ; elle l'est du point de vue économique - le programme d'épargne sans l'impulsion publique d'un programme d'investissement étrangle l'économie grecque ; et elle l'est aussi du point de vue politique - le droit de contrôle de la " troïka " (Commission, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) entraîne, depuis un certain temps déjà, une perte de souveraineté qui change la donne constitutionnelle, et sur laquelle le peuple n'a pas été consulté. Alors, certes, la Grèce est un cas particulier. Mais ce processus pourrait bien être porteur des prodromes d'un passage d'une Europe de gouvernement à une Europe de la gouvernance. Or le joli mot de " gouvernance " n'est qu'un euphémisme pour désigner une forme dure de domination politique, qui ne repose que sur le fondement faiblement légitimé des

traités internationaux.

Ne tirons cependant pas de cette analyse de fausses conclusions, comme y sont enclins certains de mes amis français, qui professent un nationalisme républicain de gauche. Une seule chose compte pour des Etats nationaux, plutôt petits, tels que les nôtres en Europe : la " démocratie d'un seul pays " n'est plus à même de se défendre contre les injonctions d'un capitalisme forcené, qui franchissent, elles, les frontières nationales.

Quelles solutions politiques se présentent à l'Union européenne pour sortir de la crise économique et financière ?

Je ne suis pas économiste, et peut-être les économistes eux-mêmes ne savent-ils pas précisément comment maîtriser à court terme la " crise fiscale ". Nous avons quand même fait un pas vers une union de transfert, et il faudrait, par conséquent, que l'Allemagne cesse de regimber pour apporter les garanties nécessaires afin, comme on dit, " d'apaiser les marchés financiers ".

Mais, même avec cet " apaisement ", nous n'aurons pas encore gagné grand-chose. Nous ne pourrions pas réguler les marchés financiers tant que le déséquilibre néolibéral entre la politique et les marchés n'aura pas été éliminé. Et puisque la globalisation économique, voulue par les politiques, est irréversible, nous devons regagner des latitudes d'action au niveau supranational, sans pour autant sacrifier la démocratie. Un premier pas serait le réaménagement de l'UE, en commençant bien sûr par celui de l'union monétaire, dont il faudrait faire une union supranationale dotée de compétences élargies, mais qui satisfasse aux critères démocratiques de légitimation.

Les dirigeants européens ont-ils peur de la démocratie ?

Ils ont peur de ne pas obtenir de majorité ou de perdre le pouvoir. En temps normal, c'est d'ailleurs surtout un rôle que la démocratie assigne aux partis. Ce que nous avons plutôt à craindre, pour notre part, c'est que nos hommes et nos femmes politiques sont incapables de reconnaître le caractère exceptionnel de la situation et de saisir la chance qui réside dans la crise.

Pour une fois, une ruse de la raison économique fait que, dans nos sphères publiques respectives, les craintes sur l'avenir de l'Europe sont devenues le thème de discussion numéro un. Peut-être l'heure de naissance de la sphère publique européenne a-t-elle donc enfin sonné. Les directions politiques devraient donc se montrer capables de perspectives ouvertes sur une réorganisation de l'Europe - et avoir le courage de nager, au besoin, à contre-courant, plutôt que de courir les sondages en quête d'une majorité. Et ils le devraient d'autant plus que, y compris dans les pays du noyau dur européen, la résistance des populistes de droite à un approfondissement de la coopération européenne ne sera pas surmontée sans de solides controverses.

Traduction de l'allemand par Christian Bouchindhomme

Propos recueillis par Nicolas Truong

Philosophe, auteur d'" Après l'Etat-nation " (Fayard, 2000)

et " Sur l'Europe " (Bayard, 2006)

© Le Monde

◀ **article précédent**

article suivant ▶

